



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du

28 AOÛT 2025

modifiant les prescriptions applicables à La SARL ROECKEL, élevage de poules pondeuses à Avenheim, commune de Schnersheim

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R.181-46 ;
- VU** la directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles (directive IED) ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 07 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 17 août 1998 autorisant monsieur André ROECKEL à exploiter un centre d'élevage de 100 000 poules pondeuses à Avenheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2002 complément de l'arrêté du 17 août 1998 autorisant monsieur ROECKEL André à exploiter un centre d'élevage de 100 000 poules pondeuses à Schnersheim (Avenheim) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2009 fixant à la SARL ROECKEL des prescriptions mises à jour pour son élevage autorisé pour 100 000 poules pondeuses et abrogeant les arrêtés préfectoraux des 17 août 1998 et 3 décembre 2002 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2010 fixant à la SARL ROECKEL des prescriptions complémentaires pour son élevage autorisé pour 100 000 poules pondeuses à Avenheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2011 autorisant la SARL ROECKEL à remettre en service un bâtiment d'élevage pour accroître l'effectif total de l'installation à 129 000 poules pondeuses ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2019 portant prescriptions complémentaires à la SARL ROECKEL pour son élevage de poules pondeuses situé à Schnersheim ;
- VU** la décision préfectorale du 19 juin 2025 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement – projet de modernisation d'un élevage de pondeuses existant à Avenheim, commune de Schnersheim, comprenant la construction d'un nouveau bâtiment d'élevage ;
- VU** le « porter à connaissance » déposé par la SARL ROECKEL le 24 mars 2025 et complété le 24 juin 2025 ;
- VU** l'avis du service d'incendie et secours du Bas-Rhin sur le dossier sus-mentionné en date du 12 mai 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 29 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT le « porter à connaissance » transmis par la SARL ROECKEL le 25 mars 2025 relatif à un projet de modification de son site d'élevage de poules pondeuses soumis à autorisation décrivant :

- une transition de l'élevage en cages vers de l'élevage en volières, induisant l'arrêt d'activité d'un poulailler, la transformation de deux poulaillers existants et la création d'un nouveau poulailler ;
- la modification du périmètre d'un parcours existant (élevage plein air) ;
- l'amélioration énergétique de son installation, par la création de silos de stockage de maïs inerté, réduisant les opérations de séchage du maïs et la mise en place de panneaux photovoltaïques ;

CONSIDÉRANT que ce « porter à connaissance » était accompagné d'une demande d'examen au cas par cas, et que la décision du 19 juin 2025 sus-visée conclut à l'absence d'évaluation environnementale nécessaire pour ce projet ;

CONSIDÉRANT que le projet induit une augmentation de 1,48 % de l'effectif de poules pondeuses présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT que les intérêts protégés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement sont pris en compte par l'exploitant dans ce projet, et que les informations apportées confirment la maîtrise des impacts environnement de l'activité perdurera après projet ;

CONSIDÉRANT que les éléments exposés indiquent une baisse des émissions atmosphériques de l'activité après projet, ainsi qu'une réduction de la consommation d'énergie ;

CONSIDÉRANT que la commodité du voisinage sera améliorée par l'arrêté du poulailler le plus proche des tiers, la construction du nouveau poulailler au plus loin des tiers et la création d'un chemin d'accès évitant la zone urbanisée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant décrit, après projet, une installation qui respecte les « meilleures techniques disponibles » et qu'il apporte les éléments chiffrés justifiant du respect des valeurs limites d'émissions fixées dans ce cadre ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation déclarée par l'exploitant ne sont pas des modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il est nécessaire, compte tenu des modifications apportées sur le site et dans l'optique d'une simplification administrative, de mettre à jour les prescriptions applicables à l'installation ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire,

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

ARRÊTE

TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1-1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux complémentaires des 24 août 2010, 31 octobre 2011 et 13 décembre 2019. Il modifie et complète les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009.

L'arrêté préfectoral consolidé applicable à l'installation figure en annexe II.

ARTICLE 1-1-2 : NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

«Article 2.1 : liste des installations concernées par le présent arrêté

Rubrique	A, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume maximum autorisé
3660-a)	A (IED)	Élevage intensif volailles	Bâtiments d'élevage	Effectif	>40 000 Emplacements de volailles	171 499 emplacements
2260-1b	D	Broyage et mélange de céréales	Fabrique d'aliments	Puissance	100kW à 500 kw	300,3 kW
2910-A-2	DC	Installation de combustion de gaz	Brûleur	Puissance	1 à 20 MW	3 MW
4718-2b (anciennement 1412-2b)	DC	Stockage de gaz	Citerne	Quantité	6 à 50 tonnes	12 tonnes
2160-1b	D	Stockage de céréales en silos plats	Silos plats	Volume	5000 à 15 000 m ³	9274 m ³ en silos plats

A : autorisation ; D : déclaration ; kW : kilowatt ; MW : mégawatt.

L'installation compte également, des activités non classées au titre des ICPE, à savoir un centre de condition d'œufs et du stockage de maïs inerté (2 silos), non classé dans la rubrique 2160-1b.

Article 2.2 : autres limites de l'installation

Les bâtiments d'élevage et les annexes sont exploités conformément aux données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation transmis en 1998 et aux « porter à connaissance » transmis en 2002, 2009, 2010, 2011, 2019 et 2025.

Ils se composent notamment de :

- un poulailler P6K02 d'une capacité de 31 000 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un poulailler P7K03 d'une capacité de 59 000 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un poulailler P8K04 d'une capacité de 39 999 places, avec parcours de 16 ha d'élevage de poules pondeuses en plein air, comportant des rangées de volières et de deux jardins ;
- un poulailler P9K05 d'une capacité de 41 500 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un centre de conditionnement d'œufs ;
- une fabrique d'aliments comportant des panneaux photovoltaïques en toiture, une installation de séchage, des silos de stockage de céréales et deux silos de stockage de maïs inerté ;
- deux hangars de fientes ;
- des citernes de récupération des eaux de lavage (15 m³ associé à P6K02 et P7K03, 11 m³ associé à P8K04 et P9K05) ;
- des dispositifs autonomes d'assainissement des eaux usées (un dispositif commun à P6K02 et P7K03 et un dispositif commun à P8K04 et P9K05) ;
- une citerne de gaz de 12t.

Le site comporte également deux hangars de stockage.

Le détail des installations figure sur le plan en annexe I.

Article 2.3 : consistance des installations autorisées

Rythme d'activité :

L'activité d'élevage est continue tout au long de l'année.

Organisation de l'élevage :

L'élevage est organisé selon un cycle composé de plusieurs phases :

- la réception des poulettes prêtes à pondre (âge de 17 semaines) immédiatement installées en cages à leur arrivée ;
- la production d'œufs durant une période théorique de 60 à 65 semaines ;
- le retrait de poules, accompagné d'un nettoyage soigné des bâtiments et d'un vide sanitaire.

L'aliment distribué automatiquement est fabriqué sur l'exploitation et comprend trois phases : entrée de ponte, mi-ponte, fin de ponte.

L'eau est distribuée par un système de goutte-à-goutte équipé de godets de récupération.

Les fientes fraîches (20 % de matière sèche) sont récupérées sur des tapis et acheminées vers un tunnel de séchage. Les fientes séchées sont alors transportées par un convoyeur aérien vers le hangar de stockage.

Organisation du centre d'emballage d'œufs :

Le centre de conditionnement d'œufs accueille la production acheminée des bâtiments d'élevage par des convoyeurs (tapis) ou un véhicule. »

ARTICLE 1-1-3 : MODIFICATIONS

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publique, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments, sans que le pétitionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou aucun dédommagement. »

ARTICLE 1-1-4 : CESSATION D'ACTIVITÉ

L'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette une réhabilitation pour un usage futur du site. »

ARTICLE 1-1-5 : INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'article 10 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les 15 jours à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de sa survenue, et les confirme dans un document transmis à l'inspection des installations classées. »

TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2-1 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des fientes sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage doit permettre l'écoulement des eaux souillées vers les ouvrages de stockage.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les dispositifs transportant les fientes sont convenablement entretenus et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

La conception des bâtiments doit permettre de réduire les émissions d'ammoniac dans l'air provenant des systèmes de logements des animaux. »

ARTICLE 2-2 : PRÉVENTION DES RISQUES - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

L'article 13 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

«Article 13.1 : Accès et circulation dans l'établissement

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant s'assure que la majorité du trafic au départ ou destination de son installation évite la zone urbanisée d'Avenheim.

Article 13.2 : Protection contre l'incendie

L'exploitant s'assure que les points d'eau suivants fonctionnent en tout temps aux capacités nominales suivantes :

- point d'eau incendie n° 2541 d'une capacité de 240 m³ situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°37241 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°24666 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°18637 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments.

Article 13.3 : Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise, en œuvre des moyens d'intervention. »

ARTICLE 2-3 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

L'article 15 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'eau consommée pour les activités couvertes par le présent arrêté provient du réseau d'eau public. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau d'adduction publique est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

La consommation annuelle prévue est de 13 487 m³.

La consommation en eau est suivie de façon quotidienne sur les compteurs volumétriques totalisateurs. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Le compteur volumétrique associé à chaque bâtiment sera contrôlé de façon quotidienne par l'exploitant.

Un système de disconnexion est installé sur le circuit.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. L'exploitant doit établir un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés. Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible. »

ARTICLE 2-4 : GESTION DES EFFLUENTS

Les articles 17.1 à 18.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 17.1 : Liste et destination

Le fumier (litière + fientes) est collecté et orienté vers une installation de méthanisation titulaire agréée au titre du règlement CE 1069/2009.

Les fientes dépourvues de litière, collectées en cours de bande via les tapis de collecte, font l'objet d'une déshydratation sans apport extérieur de calories en tunnel de séchage, et sont stockées dans les hangars dédiés avant mise sur le marché en tant qu'amendement organique normé NF U 42-001-2, Classe III, Type 5 – fientes de volailles déshydratées.

L'obligation de production d'un plan d'épandage n'est pas applicable pour ces effluents.

Article 17.2 : Gestion de la qualité des fientes

En fonctionnement courant, les fientes subissent une déshydratation qui devra être réalisée conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et conduire à un produit répondant à la Norme NF U 42-001-2, fientes de volailles déshydratées. Ce produit final peut être commercialisé sous réserve de la détention de toutes autres autorisations éventuellement requises.

L'exploitant assure la traçabilité de chaque lot, et enregistre à cet effet la période de production, de stockage et les enlèvements. Il délivre des bordereaux d'enlèvement et assure un étiquetage et des documents d'accompagnement conformes aux attendus réglementaires et à la Norme.

L'exploitant suit les paramètres agronomiques et la conformité de son produit par la réalisation des analyses prescrites dans la Norme NF U 42-001-2, aux fréquences prévues par celle-ci.

Les documents justifiant du respect de ces dispositions sont conservés pour pouvoir être présentés aux services d'inspection pendant une période minimale de trois ans.

Article 17.3 – Enlèvement des engrais et fientes

L'enlèvement des fientes est réalisé en présence d'un représentant de l'exploitant. Il s'assure qu'aucune personne étrangère à l'installation ne pénètre dans les hangars de stockage.

Article 17.4 – Filière d'élimination

En cas de non-conformité à la norme, elles seront éliminées via une filière conforme à la réglementation relative aux effluents agricoles et réglementairement autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas de non-conformité due à une contamination par des bactéries pathogènes, selon la nature du germe, après déclaration aux services sanitaires de l'État compétents, et avec leur accord, celles-ci seront :

soit soumises à un traitement biologique assainissant (compostage ou méthanisation), via une filière agréée ;

soit détruites par équarrissage

Dans tous les cas de figure, les enregistrements des quantités, les dates et de la destination sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17.5 : Entretien et conduite des installations de séchage

L'ensemble des installations de séchage des fientes est maintenu en parfait état de fonctionnement.

Les quantités de fientes séchées sont consignées dans un registre tenu à cet effet. Ce registre recense en outre toutes les opérations de maintenance et les dysfonctionnements ayant pu survenir sur les équipements.

Article 18 : Gestion des autres effluents

Article 18.1 : Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections pouvant être produit dans l'installation.

Les autres effluents sont notamment composés :

- des eaux usées issues des opérations de nettoyage et de désinfection, qui sont exportées vers une installation de méthanisation agréé au titre du règlement CE 1069/2009 ;

- des eaux usées issues de sas sanitaires, qui sont collectées et orientées vers des dispositifs d'assainissement autonomes, maintenu en bon état.

L'obligation de production d'un plan d'épandage n'est pas applicable pour ces effluents.

Article 18.2 : Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement, conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. »

La SARL ROECKEL ne produit pas d'effluents soumis à plan d'épandage. En conséquence, le titre E de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est abrogé.

ARTICLE 2-5 : AUTOSURVEILLANCE

Les articles 23 et 24 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 23 : Programme d'auto-surveillance

Article 23.1 – Auto-surveillance des parcours

Pour les élevages de volailles, un registre des parcours est tenu à jour.

Article 23.2 – Autres mesures d’auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l’environnement, l’exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d’auto surveillance.

L’exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l’environnement.

L’exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l’inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l’inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l’environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d’auto surveillance.

Article 24 : Déclaration des émissions polluantes

Conformément à l’arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l’exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l’exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d’élimination. »

TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 3-1 : FRAIS

Les frais inhérents à l’application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l’exploitant.

ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l’article R. 181-45 du code de l’environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l’article R. 181-50 du code de l’environnement, sans préjudice de l’article L. 411-2 du code des relations entre le public et l’administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l’article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l’affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l’article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l’auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d’irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de

quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 3-4 : EXÉCUTION

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,
- la SARL ROECKEL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- au maire de Schnersheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Annexe II – Arrêté préfectoral du 2 juillet 2009 fixant à la SARL ROECKEL des prescriptions mises à jour pour son élevage autorisé – version consolidée

TITRE A- PORTÉE DE L'ARRÊTE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL ROECKEL, dont le siège social est établi 21, rue des Vergers – AVENHEIM - 67370 SCHNERSHEIM, est autorisée, sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à modifier les conditions de fonctionnement de son élevage de volailles soumis à autorisation.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Rubrique	A, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume maximum autorisé
3660-a)	A (IED)	Élevage intensif volailles	Bâtiments d'élevage	Effectif	>40 000 Emplacements de volailles	171 499 emplacements
2260-1b	D	Broyage et mélange de céréales	Fabrique d'aliments	Puissance	100kW à 500 kw	300,3 kW
2910-A-2	DC	Installation de combustion de gaz	Brûleur	Puissance	1 à 20 MW	3 MW
4718-2b (anciennement 1412-2b)	DC	Stockage de gaz	Citerne	Quantité	6 à 50 tonnes	12 tonnes
2160-1b	D	Stockage de céréales en silos plats	Silos plats	Volume	5000 à 15 000 m ³	9274 m ³ en silos plats

L'installation compte également, des activités non classées au titre des ICPE, à savoir un centre de condition d'œufs et du stockage de maïs inerté (2 silos), non classé dans la rubrique 2160-1b.

Article 2.2 : Autres limites de l'installation

Les bâtiments d'élevage et les annexes sont exploités conformément aux données techniques contenues le dossier de demande d'autorisation transmis en 1998 et aux « porter à connaissance » transmis en 2002, 2009, 2010, 2011, 2019 et 2025.

Ils se composent notamment de :

- un poulailler P6K02 d'une capacité de 31 000 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un poulailler P7K03 d'une capacité de 59 000 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un poulailler P8K04 d'une capacité de 39 999 places, avec parcours de 16 ha d'élevage de poules pondeuses en plein air, comportant des rangées de volières et de deux jardins ;
- un poulailler P9K05 d'une capacité de 41 500 places d'élevage de poules pondeuses en volières ;
- un centre de conditionnement d'œufs ;

- une fabrique d'aliments comportant des panneaux photovoltaïques en toiture, une installation de séchage, des silos de stockage de céréales et deux silos de stockage de maïs inerté ;
- deux hangars de fientes ;
- des citernes de récupération des eaux de lavage (15 m³ associé à P6K02 et P7K03, 11 m³ associé à P8K04 et P9K05) ;
- des dispositifs autonomes d'assainissement des eaux usées (un dispositif commun à P6K02 et P7K03 et un dispositif commun à P8K04 et P9K05) ;
- une citerne de gaz de 12t.

Le site comporte également deux hangars de stockage.

Le détail des installations figure sur le plan en annexe I.

Article 2.3 : Consistance des installations autorisées

Rythme d'activité :

L'activité d'élevage est continue tout au long de l'année.

Organisation de l'élevage :

L'élevage est organisé selon un cycle composé de plusieurs phases :

- la réception des poulettes prêtes à pondre (âge de 17 semaines) immédiatement installées en cages à leur arrivée;
- la production d'œufs durant une période théorique de 60 à 65 semaines;
- le retrait de poules, accompagné d'un nettoyage soigné des bâtiments et d'un vide sanitaire.

L'aliment distribué automatiquement est fabriqué sur l'exploitation et comprend trois phases : entrée de ponte, mi-ponte, fin de ponte.

L'eau est distribuée par un système de goutte à goutte équipé de godets de récupération.

Les fientes fraîches (20 % de matière sèche) sont récupérées sur des tapis et acheminées vers un tunnel de séchage. Les fientes séchées sont alors transportées par un convoyeur aérien vers le hangar de stockage.

Organisation du centre d'emballage d'œufs :

Le centre de conditionnement d'œufs accueille la production acheminée des bâtiments d'élevage par des convoyeurs (tapis) ou un véhicule.

ARTICLE 3 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 3.1 : Conformité du dossier et modifications

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publique, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments, sans que le pétitionnaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou aucun dédommagement.

Article 3.2 : Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 3.3 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 3.4 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 3.5 : Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site
- des interdictions ou limitations d'accès au site
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette une réhabilitation pour un usage futur du site.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1 ° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2 ° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

TITRE B - IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION

ARTICLE 5 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments

ARTICLE 6 : PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les dispositions de cet article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des élevages en fonctionnement régulier, qu'aux nouveaux bâtiments d'élevage ou a leurs annexes nouvelles. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité.

La distance d'implantation par rapport aux habitations des tiers, aux locaux habituellement occupés par des tiers, aux terrains de camping agréés ou aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ne peut toutefois pas être inférieure à 15 mètres pour les créations et extensions d'ouvrages de stockage de paille et de fourrage et toute disposition doit être prise pour prévenir le risque d'incendie.

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 200 mètres à chaque bande;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivières, des berges des cours d'eau;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchyliques, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation.

Cas des bâtiments d'élevage de volailles :

Les bâtiments fixes d'élevage de volailles sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

En outre, les distances à respecté vis-à-vis des lieux de baignade, des plages, des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées, des zones conchyliques, des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivières, des berges des cours d'eau sont les mêmes que celles décrites au présent article.

ARTICLE 7 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des fientes sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage doit permettre l'écoulement des eaux souillées vers les ouvrages de stockage.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les dispositifs transportant les fientes sont convenablement entretenus et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

La conception des bâtiments doit permettre de réduire les émissions d'ammoniac dans l'air provenant des systèmes de logements des animaux.

ARTICLE 8 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

ARTICLE 9 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 10 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les 15 jours à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de sa survenue, et les confirme dans un document transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 11 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant:

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatif aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.) ;
- tous les documents, enregistrements, résultat de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être a disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu a la disposition de l'inspection des installations classées, toutes les pièces archivees-doivent etre conservées au minimum 5 ans.

TITRE C - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 12 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour identifier et prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

ARTICLE 13 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 13.1 : Accès et circulation dans l'établissement

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant s'assure que la majorité du trafic au départ ou destination de son installation évite la zone urbanisée d'Avenheim.

Article 13.2 : Protection contre l'incendie

L'exploitant s'assure que les points d'eau suivants fonctionnent en tout temps aux capacités nominales suivantes :

- point d'eau incendie n° 2541 d'une capacité de 240 m³ situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°37241 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°24666 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments ;
- point d'eau incendie n°18637 délivrant 120 m³ /h situé à moins de 150m des bâtiments ;

Article 13.3 : Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise, en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 14 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel ou dans les égouts publics et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter, y compris en cas d'accident, l'écoulement direct de matières dangereuses, de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, les égouts publics, le domaine public, les terrains des tiers et le milieu naturel.

TITRE D - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 15 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

« L'eau consommée pour les activités couvertes par le présent arrêté provient du réseau d'eau public.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau d'adduction publique est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

La consommation annuelle prévue est de 13 487 m³.

La consommation en eau est suivie de façon quotidienne sur les compteurs volumétriques totalisateurs. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Le compteur volumétrique associé à chaque bâtiment sera contrôlé de façon quotidienne par l'exploitant.

Un système de disconnexion est installé sur le circuit.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. L'exploitant doit établir un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés. Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible. »

ARTICLE 16 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.

Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les eaux pluviales ayant ruisselé sur une aire étanche sont préalablement à leur rejet dans le milieu extérieur décantées dans un débourbeur-déshuileur. Les hydrocarbures ainsi récoltés sont éliminés conformément à la réglementation.

ARTICLE 17 : GESTION DES FUMIERS et DES FIENTES

Article 17.1 : Liste et destination

Le fumier (litière + fientes) est collecté et orienté vers une installation de méthanisation titulaire agréée au titre du règlement CE 1069/2009.

Les fientes dépourvues de litière, collectées en cours de bande via les tapis de collecte, font l'objet d'une déshydratation sans apport extérieur de calories en tunnel de séchage, et sont stockées dans les hangars dédiés avant mise sur le marché en tant qu'amendement organique normé NF U 42-001-2, Classe III, Type 5 – fientes de volailles déshydratées.

L'obligation de production d'un plan d'épandage n'est pas applicable pour ces effluents.

Article 17.2 : Gestion de la qualité des fientes

En fonctionnement courant, les fientes subissent une déshydratation qui devra être réalisée conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et conduire à un produit répondant à la norme NF U 42-001-2, fientes de volailles déshydratées. Ce produit final peut être commercialisé sous réserve de la détention de toutes autres autorisations éventuellement requises.

L'exploitant assure la traçabilité de chaque lot, et enregistre à cet effet la période de production, de stockage et les enlèvements. Il délivre des bordereaux d'enlèvement et assure un étiquetage et des documents d'accompagnement conformes aux attendus réglementaires et à la Norme.

L'exploitant suit les paramètres agronomiques et la conformité de son produit par la réalisation des analyses prescrites dans la Norme NF U 42-001-2, aux fréquences prévues par celle-ci.

Les documents justifiant du respect de ces dispositions sont conservés pour pouvoir être présentés aux services d'inspection pendant une période minimale de trois ans.

Article 17.3 : Enlèvement des engrais et fientes

L'enlèvement des fientes est réalisé en présence d'un représentant de l'exploitant. Il s'assure qu'aucune personne étrangère à l'installation ne pénètre dans les hangars de stockage.

Article 17.4 : Filière d'élimination

En cas de non-conformité à la norme, elles seront éliminées via une filière conforme à la réglementation relative aux effluents agricoles et réglementairement autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas de non-conformité due à une contamination par des bactéries pathogènes, selon la nature du germe, après déclaration aux services sanitaires de l'État compétents, et avec leur accord, celles-ci seront :

Soit soumises à un traitement biologique assainissant (compostage ou méthanisation), via une filière agréée

Soit détruites par équarrissage

Dans tous les cas de figure, les enregistrements des quantités, les dates et de la destination sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17.5 : Entretien et conduite des installations de séchage

L'ensemble des installations de séchage des fientes est maintenu en parfait état de fonctionnement.

Les quantités de fientes séchées sont consignées dans un registre tenu à cet effet. Ce registre recense en outre toutes les opérations de maintenance et les dysfonctionnements ayant pu survenir sur les équipements.

ARTICLE 18 : GESTION DES AUTRES EFFLUENTS

Article 18.1 : Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections pouvant être produit dans l'installation.

Les autres effluents sont notamment composés :

- des eaux usées issues des opérations de nettoyage et de désinfection, qui sont exportées vers une installation de méthanisation agréé au titre du règlement CE 1069/2009 ;
- des eaux usées issues de sas sanitaires, qui sont collectées et orientées vers des dispositifs d'assainissement autonomes, maintenu en bon état.

Article 18.2 : Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement, conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Article 18.3 : Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 18.4 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent..

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons

et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).

Article 18.5 : Valeurs limites d'émission des eaux vannes

Les eaux vannes sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

TITRE E - LES ÉPANDAGES (Abrogé)

TITRE F - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des exercices de lutte contre l'incendie encadrés par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

ARTICLE 20 : ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

ARTICLE 21 : ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour prévenir les envols de poussières et matières diverses

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiment fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

TITRE G - DÉCHETS

ARTICLE 22 : PRINCIPES DE GESTION

Article 22.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 22.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants

d'installations d'élimination).

Article 22.3 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article 14511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel nécessaires aux soins vétérinaires et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 22.4 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 22.5 : Cas particuliers des cadavres d'animaux et des œufs

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts et les œufs cassés sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

TITRE H - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. À cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE I - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 23 : PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Article 23.1 : Auto-surveillance des parcours

Pour les élevages de volailles, un registre des parcours est tenu à jour.

Article 23.2 : Autres mesures d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 24 : DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES :

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l'exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d'élimination.

ARTICLE 25 : SUIVI INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

TITRE J - DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 26 : GESTION DE L'ÉNERGIE

L'exploitant doit optimiser la consommation d'énergie en mettant en œuvre toutes les mesures suivantes :

- les nouveaux bâtiments doivent être isolés en utilisant les matériaux d'isolation les plus performants adaptés à la zone d'implantation;
- pour les locaux à ventilation mécanique :
 - optimiser la conception du système de ventilation dans chaque local pour fournir un bon contrôle de la température et atteindre des débits de ventilation minimum en

- hiver ;
 - éviter toutes résistances dans les systèmes de ventilation par une inspection et un nettoyage fréquent des conduits et des ventilateurs ;
- utiliser un éclairage basse énergie dans tous les bâtiments à échéance du délai de la mise aux normes « bien être » (1^{er} janvier 2013).

ARTICLE 27 : FONCTIONNEMENT

L'exploitant doit :

- mettre en œuvre d'un programme de réparation et d'entretien pour garantir le bon fonctionnement des structures et des équipements et la propreté des installations
- prévoir la planification correcte des activités du site, telles que la livraison du matériel et le retrait des produits et des déchets

TITRE L : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 28 : SANCTIONS

En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office).

ARTICLE 29 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 30 : PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de SCHNERSHEIM-AVENHEIM et mise à disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 31 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 32 : EXECUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
 Le maire de la commune de SCHNERSHEIM-AVENHEIM,
 Les inspecteurs des installations classées de la direction des services vétérinaires du Bas-Rhin,
 La gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la SARL ROECKEL.

Surface utile du parc: 16,22 hectares

17

1. Parc de la Vallée de la Seine
2. Parc de la Vallée de la Seine
3. Parc de la Vallée de la Seine
4. Parc de la Vallée de la Seine
5. Parc de la Vallée de la Seine
6. Parc de la Vallée de la Seine
7. Parc de la Vallée de la Seine
8. Parc de la Vallée de la Seine
9. Parc de la Vallée de la Seine
10. Parc de la Vallée de la Seine
11. Parc de la Vallée de la Seine
12. Parc de la Vallée de la Seine
13. Parc de la Vallée de la Seine
14. Parc de la Vallée de la Seine
15. Parc de la Vallée de la Seine
16. Parc de la Vallée de la Seine
17. Parc de la Vallée de la Seine

[illegible]

NO1	24 000 gaudens
NO2	24 000 gaudens
NO3	24 000 gaudens
NO4	24 000 gaudens
NO5	24 000 gaudens
Total	120 000 gaudens

